

Toulon, le 20 Janvier 2003

GROUPE DE SUBDIVISIONS DU VAR

ZONE INDUSTRIELLE DE TOULON-EST
1041, AVENUE DE DRAGUIGNAN – BP 337
83 077 – TOULON CEDEX 9

RAPPORT DE L'INSPECTEUR
DES INSTALLATIONS CLASSEES

A
MONSIEUR LE PREFET DU VAR

OBJET : SA ONYX . Centre de tri de déchets – 783 Avenue Brun – LA SEYNE SUR MER.

REFER : Inspection en date du 08 janvier 2003.

La SA ONYX sise 783 avenue Robert Brun à LA SEYNE SUR MER, est autorisée à exploiter un centre de tri de déchets par arrêté préfectoral en date du 8 octobre 1996 modifié par un arrêté complémentaire du 22 janvier 2002.

Le 8 janvier 2003 nous avons effectué une inspection inopinée de ce centre de tri et nous avons constaté les faits suivants :

- 1) les stockages définis ci-après sont présents à l'extérieur des bâtiments et auvents :
 - tas de bouteilles en verre
 - balles de bouteilles en plastique
 - balles de papiers et cartons
 - tas de pare chocs de voiture
 - balles de cannettes en aluminium
- 2) de nombreux déchets de toutes sortes sont dispersés à même le sol sur l'ensemble du périmètre autorisé

.../...

- 2 -

- 3) Le auvent accolé au plus grand bâtiment n'est pas fermé sur ses trois faces et des balles de papiers et cartons y sont empilées sur quatre hauteurs.

Les faits constatés détaillés ci-dessus sont respectivement contraires aux dispositions contenues dans l'article III paragraphes B) 2), C 3) et B 13) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 1996 modifié.

En effet les dispositions susvisées n'autorisent les opérations de stockage et de tri de déchets qu'à l'intérieur des bâtiments et prévoit le ramassage immédiat des déchets qui se disperseraient hors des bâtiments.

Par ailleurs le auvent accolé au plus grand bâtiment doit être fermé sur trois de ses faces et les stockages de balles n'y sont autorisés que sur trois hauteurs.

Il faut rappeler que l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2002 fut pris pour autoriser la construction d'un bâtiment supplémentaire sur le site.

Cette construction devait permettre, selon les termes du dossier déposé par la SA ONYX, de réaliser toutes les opérations de stockage et de tri de déchets (hors déchets de chantier) dans les bâtiments et diminuer ainsi l'impact sur l'environnement au niveau visuel et sonore.

Compte tenu de cette situation, nous proposons que la SA ONYX soit mise en demeure par voie d'arrêté préfectoral, pris en application de l'article L 514-1 du code de l'environnement, de respecter les dispositions de l'article III paragraphe B 2), B 13) et C 3) de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 08 octobre 1996 et ce dans un délai de trois mois.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à Monsieur le Préfet du VAR auquel est joint un projet d'arrêté de mise en demeure.